

CADERNOS DE GEOGRAFIA

INSTITUTO DE ESTUDOS GEOGRÁFICOS
FACULDADE DE LETRAS ◊ UNIVERSIDADE DE COIMBRA
COIMBRA 1998 N.º 17

HOMENAGEM AO DOUTOR J. M. PEREIRA DE OLIVEIRA



DE LA POLARISATION À L'INTÉGRATION ENJEUX ET CONFLITS DU POUVOIR SUR L'ESPACE

François Guichard*

Il est une initiative qui ne saurait prétendre qu'à une place bien modeste dans la carrière fort remplie du professeur Pereira de Oliveira, mais dont l'auteur de ces lignes s'enorgueillit qu'il ait bien voulu la porter avec lui sur les fonts baptismaux. C'est celle qui, dès 1979, a préparé la création du Centre d'Études Nord du Portugal-Aquitaine (CENPA) qui, depuis lors, associe les Universités de Porto et de Bordeaux dans une commune démarche pluridisciplinaire, appliquée à l'analyse régionale comparative et à la réflexion sur les fondements de l'organisation territoriale.

Par ses conseils judicieux, par une sympathie attentive qui ne s'est jamais relâchée, par une participation personnelle active chaque fois que ses nombreuses tâches le lui ont permis, le professeur Pereira de Oliveira n'a cessé de soutenir et d'accompagner cette démarche, qui a préfiguré en quelque sorte la construction d'une communauté européenne véritablement enracinée dans le quotidien de nos communautés universitaires et intellectuelles, puis qui y a contribué, autant que faire se pouvait. Ce ne sont pas les résultats, certes limités, de cette initiative qui importent ici, mais bien le sens profond du projet qui l'a sous-tendu.

C'est qu'un tel projet s'est trouvé placé, me semble-t-il, au point de convergence de trois préoccupations majeures et constantes du professeur Pereira de Oliveira. Comme enseignant, soucieux des besoins propres au monde académique: les vertus du dialogue, de l'échange, de la confrontation au regard de l'autre pour mieux se cerner soi-même, le péril au contraire d'une myopie génératrice d'isolement et de repli sur soi. Mais aussi comme chercheur, préoccupé par les problématiques de l'analyse urbaine et régionale et par les interrogations que l'évolution contemporaine de nos sociétés d'Europe occidentale posent de façon particulièrement aiguës aux géographes soucieux de comprendre et d'interpréter des dynamiques spatiales qui semblent se heurter de plus en plus rudement aux rigidités de structures territoriales héritées du passé. Et enfin comme citoyen, au moment où la rapide transformation de son pays demandait à s'accompagner de l'ancrage renouvelé dans les valeurs les plus sûres d'une culture humaniste solidement assumée.

Ce triple souci que nous avons ainsi durablement partagé me paraît avoir gardé toute sa validité. C'est autour de lui que s'organisent, à titre de simple ébauche, les quelques réflexions qui suivent.

LA GÉOGRAPHIE, ÇA PEUT, ENCORE ET TOUJOURS, SERVIR À FAIRE LA GUERRE

Les Français sont volontiers soupçonnés d'avoir une perspective du monde exagérément autocentrique. Malgré sa vive sensibilité à un tel reproche, l'auteur de ces lignes est bien conscient de ne pouvoir y échapper autant qu'il serait souhaitable, et en demande par avance indulgence. Il tient en effet le tressautement de mai 1968, bien au-delà d'un épisode épidermique purement national – et de fait sans portée concrète immédiate – pour un signal majeur: celui de l'émergence du doute de l'Occident sur lui-même, au niveau de la conscience collective.

C'est que, depuis cette date annonciatrice, la dernière génération du XXe siècle a vécu l'échec, quasi simultané, des diverses recettes dont ses aînées croyaient pouvoir disposer pour résoudre les dysfonctionnements les plus voyants de la mécanique sociale.

Pendant vingt ans (1974-1994), du Portugal à l'Afrique du Sud, n'a cessé de sonner le glas des derniers rêves d'autarcies hermétiques. La chute du mur de Berlin a symbolisé l'effondrement du socialisme autoritaire. L'épreuve de pouvoir a obligé la social-démocratie à abandonner l'espoir d'une rupture avec les lois du marché. Mais le libre jeu de ces mêmes lois du marché a lui aussi étalé ses insuffisances et administré la preuve des dégâts dont il était capable, avec les dérégulations radicales du néo-libéralisme. Là où la démocratie n'est plus menacée par la force brute, elle est fragilisée par des compromissions morales qui peuvent conduire à douter de ses vertus intrinsèques. On comptait sur l'accélération constante du progrès technique pour surmonter les crises structurelles: il semble au contraire les aggraver sans cesse. Depuis la fin de la guerre froide, au lieu de la solidarité planétaire attendue, c'est la barbarie qui a explosé en guerres chaudes aussi atroces qu'interminables.

Il n'est donc guère surprenant que nous soyons profondément déboussolés par la "fin des idéologies". Elles avaient en commun d'être nées au sein de nos sociétés

* CENPA/CNRS. Bordeaux.

occidentales. Elles en sont même devenues les plus efficaces vecteurs de diffusion et les meilleures armes de prétention à l'universalité. Elles étaient autant de professions de foi laïques, autant de réponses de la raison aux incohérences de la vie humaine, autant de refus de ce désordre terrestre, qui était au contraire admis et assumé par la foi spirituelle jusqu'alors dominante. Elles avaient donc vertu de substitution au sacré: d'autre nature, assurément, mais qui avait fini par se situer sur le même plan de référence que le spirituel, celui d'une capacité de réponse globale aux angoisses de l'homme sur son devenir social.

Malraux annonçait prémonitoirement, pour l'aube du troisième millénaire, qu'un retour en force du religieux se substituerait à cette prééminence acquise de nos repères idéologiques. C'est bien parce qu'il sentait que ceux-ci étaient en train de perdre leurs vertus référentielles et que – la nature humaine étant décidément irréductible au changement – on risquait fort d'en revenir à la recherche d'une alternative fondée sur telle ou telle forme d'au-delà, fût-ce d'une façon différente de celles qui avaient été naguère expérimentées, et dont l'accélération de l'histoire permettait de garder encore assez fraîches en mémoire insuffisances ou désillusions. Reprise des vocations, montée en force des intransigences religieuses et de leur exigence à assumer la conduite aussi bien privée que collective dans toutes ses dimensions, mouvements charismatiques ou alternatifs, floraison de sectes, tentations multiples d'un ailleurs ici-bas: il est en effet déjà aisé, avant même l'an 2000, d'en constater l'émergence multiforme, aux marges aussi bien qu'à l'intérieur de nos sociétés occidentales et de ses structures de cohésion héritées.

On pourrait se demander ce que la géographie vient faire là-dedans, si une telle mutation n'avait d'implication sur l'organisation de l'espace, sur la perception que nous en avons, et sur le caractère normatif que nous leur attribuons. Or elle en a, parfois mineurs encore et diffus, parfois spectaculaires et d'une extrême lourdeur. C'est qu'au rang de la recherche de raison d'être, du besoin de repère collectif et de sacralisation justificative, une des formes les plus répandues de retour aux références de nature religieuse s'avère être, comme lors de crises antérieures de grande ampleur (entre-deux-guerres...), le ressourcement nationaliste. La justification identitaire d'une cohésion sociale en péril passe alors par l'exacerbation de sa coïncidence supposée avec une délimitation territoriale à valeur exclusive, et excluant (pays baltes, Slovaquie, Roumanie, Caucase, ex-Yougoslavie, Rwanda... pour omettre prudemment des exemples plus proches de nous encore).

La crise des idéologies et des références accompagne la crise économique et la crise des valeurs humanistes. Elle amplifie l'écho des hoquets d'un monde dont les acteurs dominants, les élites, avaient rêvé d'une organisation rationnelle à l'échelle du "village planétaire". Laissés pour compte, marginalisés ou se sentant menacés de l'être, ceux qui n'ont pas pu suivre le rythme de la

mondialisation et de la modernité remettent en cause ce que l'on appelait volontiers en France, en 1995, la "pensée unique". Comment? Par le retour au drapeau brandi.

C'est bien ce que nous disait Yves Lacoste dès 1976, par son titre-choc, qui a pourtant suscité sur le moment tant d'agacement, comme s'il s'était trompé d'époque: *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*.

Les idées de territoire, de région, d'identité donnant corps à des espaces cristallisés, fermés, dessinables sur cartes, ces idées avec lesquelles les géographes ne cessent de se colleter, ce peuvent bien être des idées à haut risque, dont la manipulation exige sans doute plus de délicatesse que l'on n'a longtemps voulu le croire...

LA PRISE DE POUVOIR DE LA VILLE SUR L'ESPACE N'A PAS VRAIMENT ALTÉRÉ LE CONCEPT DE RÉGION

Ce qui, peut-être, peut précisément permettre aux géographes de contribuer utilement à éclaircir un débat aussi lourd d'ambiguïtés, c'est leur capacité à prendre en compte l'extraordinaire importance de la montée en puissance des villes dans la recomposition des espaces contemporains. Par les flux qu'elles impulsent, par la mobilité qu'elles génèrent, par les constants brassages socio-économiques et culturels qui les caractérisent, les villes sont à n'en pas douter les premiers facteurs de fragilisation de ces frontières, de tout ordre, qui cloisonnent encore nos espaces spatiaux et mentaux même lorsqu'elles ont perdu l'essentiel de leurs raisons d'être originelles.

Ou serait-ce que nous nous accrochons d'autant plus à ces cloisons héritées que nous craignons par-dessus tout de perdre, avec elles, nos justifications identitaires, et d'abord à nos propres yeux? C'est une des questions que paraît poser, par exemple, l'extraordinaire capacité française à empiler de nouveaux groupements territoriaux sans supprimer aucun des plus anciens, au risque d'une confusion croissante et d'une stérilisation progressive des uns comme des autres. Ou le débat récurrent que connaît ces temps-ci le Portugal à propos de ses limites municipales, au moment même où il semble qu'enfin la régionalisation de si longue date annoncée pourrait concrétiser une conception de la gestion spatiale plus adaptée aux problèmes concrets du présent.

Quoi qu'il en soit, les géographes font ce qu'ils peuvent. Les études qu'ils ont mené depuis un demi-siècle sur le rayonnement citadin – mais aussi les aménageurs, les économistes, les historiens – ont pour la plupart cherché à mettre en évidence l'extension et les limites du pouvoir de la ville sur un espace de référence. Cet espace pouvant être d'ailleurs de taille très variable, depuis le local jusqu'au mondial. C'est toutefois au niveau de la polarisation régionale que ces travaux semblent avoir été les plus nombreux, ou avoir suscité le plus d'attention. L'auteur de

ces lignes en sait quelque chose, pour avoir consacré à ce genre de préoccupation sa thèse de doctorat et pour avoir pu apprécier à cette occasion l'impressionnante bibliographie dès alors existante, qui bien sûr n'a cessé de s'étoffer depuis lors.

On peut y voir l'inflexion en un sens urbano-centrique d'une attention naguère privilégiée portée aux cohérences régionales. En quelque sorte, à "l'école française" encore fortement marquée du poids de la ruralité spatialement dominante, aurait succédé, *grosso modo* aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, une autre "école" de culture plus septentrionale et plus urbaine. Ce n'est plus la région qui est "naturelle", c'est le pouvoir régional de la ville qui devient l'évidence organisatrice.

Ce glissement est certainement significatif de l'urbanisation de la société dans son ensemble (même lorsque l'on ne vit pas physiquement et à plein temps en ville, ce sont les modes de vie et les valeurs urbaines qui s'imposent partout). Il ne l'est peut-être pas autant qu'on l'a dit d'un changement profond dans la conception des rapports à l'espace. Ce qui paraît en effet persister de façon durable d'une approche à l'autre, par-delà les mutations dans l'outillage méthodologique et la préférence systématique désormais accordée aux nœuds sur les tissus, ce pourrait être un même postulat: celui de la validité de l'approche régionale, de la vertu d'équilibre du cadre de vie régional, de la recherche prioritaire de ses conditions d'harmonie, d'une volonté plus ou moins consciente d'en préserver l'essence (ou d'une nostalgie pour les identifications territoriales passées, en danger de disparaître et qu'il importerait de revivifier?). À la cohérence identitaire, trop marquée de subjectivité passionnelle ou déjà vidée de sens, succéderait la cohésion fonctionnelle. Mais ne serait-ce pas comme un instrument mieux adapté à la poursuite du même objectif?

C'est au point que l'on peut se demander si la montée en puissance de l'idée de région en Europe, d'abord fondée sur un nécessaire pôle urbain majeur d'organisation, ne découle pas en grande partie de cette évolution, et de l'attention prioritaire portée par les chercheurs – notamment géographes – à la polarisation régionale et à l'organisation de l'espace par les villes. Comme s'il s'agissait pour eux d'un phénomène à la fois majeur, irréversible et fondamentalement positif, puisqu'il n'importerait pas de lui trouver une alternative, mais seulement d'en améliorer le fonctionnement; au fond, de mieux le systématiser.

ET SI LE CONCEPT MÊME DE RÉGION EST EN CRISE, QUE DEVIENT LE POUVOIR URBAIN À SON ÉGARD?

Mais comment ne pas s'interroger aussi sur la pertinence d'un tel raisonnement, sur le risque de s'accrocher à un postulat déjà dépassé par les réalités dynamiques du passage

généralisé à l'économie-monde, à l'urbanisation quasi totale de la civilisation, et aux soubresauts qui accompagnent l'une et l'autre?

La région n'est plus ce qu'elle était, ou croyait pouvoir être. En perdant rapidement son autonomie au moins relative, à la fois par rapport à sa métropole (processus de domination) et par rapport à l'extérieur (processus de délocalisation), elle perd de sa spécificité et du coup, peut-être, de ses fondements d'existence. Captée par la ville, elle est en passe d'être plus intégrée au système urbain en général, que polarisée par une ville en particulier. Offre-t-elle encore réellement à la ville une alternative ou une complémentarité? La différenciation entre espaces ruraux et urbains a-t-elle encore un sens fonctionnel? La recherche d'une mise en réseau de l'espace régional, fondement de la politique d'aménagement menée par le pouvoir régional à partir de la métropole-tête dudit réseau, perd peut-être de sa raison d'être avant même d'avoir abouti.

La crise économique – et la crise des villes, qui sont aujourd'hui au cœur de l'économie – sont certes moins sensibles, pour l'heure, au Portugal que dans les pays où l'urbanisation est déjà ancienne. Mais n'est-ce pas seulement une question de temps, de simple vieillissement, inéluctable, d'un tissu trop vite bâti dans l'urgence? Et l'on est en droit de se demander si elles ne sont pas aussi des crises du pouvoir spatial tel qu'il est désormais associé à ces villes, et qu'ont voulu ancrer les processus de régionalisation, plus ou moins avancés selon les pays. Autrement dit, il se peut que les recettes d'aujourd'hui, élaborées sur les présupposés d'hier, ne soient guère adaptées à l'accélération de la mise en dépendance généralisée qui se dessine pour demain.

Qu'est-ce qui les justifie alors? Quelle est la part, consciente ou non, qui revient à la volonté de qui a un pouvoir sur l'espace d'y imprimer sa marque visible, quelle qu'en soit l'adéquation à la réalité? Un décalage semble se creuser entre réalisations en cours, besoins réels et projets affichés. Ce décalage est souvent du domaine de l'inconscient, parfois à peine sensible, parfois surréaliste, parfois douloureux. Pour mieux le comprendre et espérer l'atténuer, il importe de s'attacher de plus près au processus de décision; donc aux réalités des rapports de force, dits ou non-dits, qui précèdent la mise en route de la décision. Plus que le fonctionnement du pouvoir, ce qui importe est peut-être l'analyse critique, en amont, de la façon dont se déterminent les choix qu'opère ce pouvoir. Les jeux et les enjeux de l'avenir régional sont aussi ceux d'un pouvoir urbain qui se cherche de nouvelles raisons et modes d'exercice.

À partir de là, l'emboîtement des questions pourrait être: comment est-on passé de la polarisation plus ou moins poussée, à l'intégration plus ou moins achevée? Comment ce passage modifie-t-il les données du problème de l'aménagement régional? Comment et pourquoi cette modification est-elle, ou non, prise en compte au niveau des prises de décision?

LE POUVOIR HÉRITÉ: UNE POLARISATION URBAINE GRANDISSANTE MAIS INÉGALE

Quelle que soit la taille de l'espace de référence, il y a eu un processus à peu près continu d'accroissement du pouvoir urbain à son égard. Plus que sur son intensité et surtout sa validité, volontiers admise par principe (ce qui mériterait certainement une réflexion renouvelée) comme naturelle, bénéfique ou en tout cas nécessaire, l'attention s'est jusqu'à présent plutôt portée sur les dysfonctionnements dans l'exercice de ce pouvoir urbain, selon qu'il est fonctionnellement incomplet, spatialement inégal, entravé par des obstacles naturels ou contrarié par des pôles d'attraction concurrents.

Cet espace a été progressivement dominé, de façon de plus en plus absolue, par divers facteurs aux premiers rangs desquels on s'accorde généralement à ranger la conquête spatiale (de l'espace bâti, vécu ou acquis); l'attraction démographique; le renforcement de l'encadrement territorial et fonctionnel; la structuration en réseau hiérarchisé de l'armature urbaine de rang inférieur; la captation sélective des flux d'échanges; enfin l'irrésistible montée en puissance des prestations de services. Ceci dit, et par leur importance décisive dans la séquence historique, les formes classiques de la polarisation régionale par les villes se sont fondamentalement appuyées à la fois, simultanément ou non, sur deux bases majeures parmi celles-ci: l'essor de l'économie d'échanges, et la systématisation de la tutelle administrative.

LE POUVOIR DU NÉGOCE ET SES LIMITES

L'essor de l'économie d'échanges d'abord, qui faisait des villes les nœuds de transaction et les lieux de rassemblement, donc les pôles majeurs de pouvoir sur la production (pour les villes principales) ou à tout le moins de tutelle intermédiaire (pour les villes plus petites et plus proches formant l'armature de leurs réseaux de contrôle).

Toutefois et dès lors, surtout pour nos régions déjà "périphériques" de la façade atlantique, qui avaient trouvé un créneau dans la fourniture de biens de consommation peu sophistiqués à des marchés internationaux, ce pouvoir de polarisation dépendait desdits marchés, qui étaient d'abord régulés par les grands centres extérieurs de distribution et de consommation: Londres > Porto > Régua, ou Londres > Bordeaux > Libourne. La hiérarchie des polarisations était toutefois relativement claire et stable, quitte à varier selon le produit concerné.

Par ailleurs, seule une partie minoritaire de l'économie régionale (en volume sinon en valeur marchande) était ainsi clairement dépendante d'une telle polarisation hiérarchisée, dans laquelle la métropole régionale avait rang obligatoire mais intermédiaire. Pour le reste, il y avait bien économie d'échanges, mais beaucoup plus partielle et cantonnée, elle, à l'échelle de proximité. L'armature urbaine locale avait

alors une véritable fonction polarisante au niveau de la production, du commerce et du contrôle de la terre, beaucoup plus qu'à celui de la prestation de services fort limités. L'importance de l'autoconsommation et la quasi-exclusivité des débouchés locaux s'ajoutaient à cette limitation fonctionnelle pour rendre inutile la mise en réseau de cette armature, que de toutes façons la médiocrité des communications rendait difficile, voire impossible.

D'où l'importance des autonomies locales et la faiblesse relative de la polarisation métropolitaine, que ce soit sur les villes de rang inférieur, que ce soit sur l'espace rural lui-même.

Finalement, dans ce cadre d'économie quasi fermée, ladite force polarisatrice tenait d'abord à la puissance de la rente foncière urbaine, c'est-à-dire au rapport de forces entre la propriété du sol relevant soit des ruraux eux-mêmes, soit des petites villes, soit de la grande ville, soit enfin d'autres centres extérieurs. Les fondements économiques de cette rente foncière pouvaient donc avoir divers ordres de grandeur. Ils n'en étaient pas moins, pour l'essentiel, de même nature, et cherchaient bien plus à s'insérer dans le système des valeurs économiques rurales traditionnelles dominantes, qu'à y introduire des modifications fonctionnelles.

La polarisation urbaine était donc économiquement et spatialement limitée à des îlots de modernité. Pour l'essentiel de l'espace, le pouvoir urbain n'avait d'autre ambition que de se couler dans le moule préexistant, pour en capter une partie à son profit en l'altérant le moins possible.

Hors quelques excroissances fonctionnelles urbaines, comme certains vignobles à précoce vocation exportatrice, notamment dans le Douro ou en Bordelais – et encore, de façon beaucoup moins généralisée qu'on ne le croit souvent –, la ville décollait donc de la région, bien plus qu'elle n'en voulait ou pouvait modifier la façon d'être.

LA TUTELLE TERRITORIALE EST-ELLE UNE ILLUSION?

Aussi vieille que la romanisation, renouvelée par la féodalité et l'organisation hiérarchique des espaces de la catholicité, cette tutelle urbaine est surtout devenue un rouage systématique de l'État central aux temps modernes, puis a été uniformisée par la Révolution et (ou) le libéralisme. Elle s'est surtout renforcée à l'époque contemporaine, avec l'accroissement du pouvoir public et son intervention de plus en plus variée dans la structuration politique, sociale, économique et culturelle.

Mais, dans nos pays du sud-ouest européen à forte tradition centralisatrice, n'a pas correspondu à cette augmentation de la tutelle territoriale une autonomie des pôles régionaux avant les récents processus de régionalisation. Fondamentalement descendante, la tutelle était celle d'un rouage intermédiaire sans grande marge

d'initiative. L'État, au contraire, préférerait l'atomisation de ses relais spatiaux – voire éventuels contre-pouvoirs – en privilégiant l'appui sur les réseaux très dispersés de notabilités locales.

Si bien que l'affirmation de pouvoirs au moins partiels de choix et de décision, même quand elle est arrivée au niveau régional et à celui de la ville-centre qui l'hébergeait, a été fortement compensée par un poids considérable attribué à ces réseaux de notabilités rurales ou à leurs représentants (en France, par exemple, le Sénat et ses bases locales, les conseils généraux reposant sur des structures cantonales, composés par des élections à deux niveaux). Le pouvoir régional naissant était bien en ville, mais en grande partie aux mains du monde rural. Ce qui n'est pas allé, et ce qui ne va pas encore, sans peser sur le type de sélection des choix et des projets: une analyse à ce propos mérite d'être faite, y compris de son évolution dans le temps, par étude systématique des élus et de leurs décisions.

La ville est en grande partie devenue le siège d'un pouvoir sur l'espace plus théorique que réel, car ce ne sont souvent pas ses forces vives qui en contrôlent ni en maîtrisent la pratique effective.

RÉALITÉS ET DÉCALAGES: LES PROJETS D'AMÉNAGEMENT ET LEURS CONSÉQUENCES

Pourtant l'urbanisation grandissante, et notamment celle de l'agglomération majeure conduit peu à peu à l'altération de cette prédominance rurale sur la région, par glissement des responsables, par altération aussi des modèles de développement en vogue (peut-être, tout simplement, par contamination progressive de la ville et de l'optique urbano-centrique sur les décideurs qui y siègent, et sur leurs valeurs de référence en matière de développement?). Il peut en résulter une transformation des modèles de projets, qui peuvent sembler de plus en plus décalés par rapport aux réalités locales et de plus en plus puisés en ville, calqués sur les projets métropolitains. Il peut en résulter aussi que ces choix tendent plus qu'auparavant à privilégier l'idée que le développement local sera d'abord dépendant d'une mise en relation plus directe avec la grande ville (transports, autoroutes, zones d'activités et d'emploi...), quand ce n'est

pas d'une satellisation, soit par reproduction de solutions d'origine urbaine (par exemple au niveau des investissements culturels, des infrastructures, des solutions aux problèmes aujourd'hui posés par le troisième âge à nos sociétés vieillissantes...), soit par le choix d'une étroite complémentarité de dépendance vis-à-vis de la ville (qui peut passer par le développement de lotissements, de tourisme vert, de résidences secondaires...).

Peut-être est-ce la seule voie, et ne peut-on faire autrement. Mais, du coup, le modèle urbain devient la référence unique et tend à se substituer à tout autre, jusqu'à transformer le cadre de vie lui-même, et bien sûr les activités, en un "rurbain" indifférencié, de la banlieue proche de la métropole jusqu'au bourg le plus éloigné. Et il convient de s'interroger sur les mérites d'un tel décalque, d'ailleurs tardif, en périphérie, de modèles que la ville a émis avec une telle avance dans le temps qu'elle les critique déjà, qu'elle les sent aujourd'hui inadaptés et qu'elle cherche elle-même à y échapper.

Il y avait naguère tutelle de la ville sur l'espace régional, une tutelle territoriale – d'ailleurs relative, tant que subsistaient des activités autonomes de la ville – plus que psychologique, grâce en partie à un équilibre des pouvoirs plus valorisant pour le territoire que pour son pôle organisationnel. On peut se demander s'il n'y a pas désormais un véritable processus d'absorption de la région par la ville. Non seulement il y a aujourd'hui de moins en moins d'activités échappant à la dépendance directe de la ville, mais l'espace rural (au-delà même de son tissu de bourgs) se met à penser urbain, alors que la crise du modèle urbain s'élargit (peut-être d'ailleurs en partie par disparition d'alternatives, possibles ou rêvées?).

Mais si la ville n'a plus d'alternative, régionaliser ne revient-il pas à une simple mise en musique – à la recherche d'une meilleure fonctionnalité, d'une souplesse plus opérationnelle – d'un réseau urbain de plus en plus détaché de toute identification territoriale, pour varier au gré de flux mondialisés dont le contrôle échappe à tout aménageur?

Voilà bien une angoisse de géographe, à laquelle nous nous garderons de proposer ici quelque réponse que ce soit. Du moins la géographie des villes a-t-elle une avenir bien assuré...